

La saisine du conseil de prud'hommes, même incompetent, interromp la prescription.

service-public.fr

- > Conseil de prud'hommes (CPH) : déroulement d'une affaire : Saisine du conseil de prud'hommes
- > Saisir le conseil de prud'hommes (CPH) : Dépôt de la demande, convocations du demandeur et du défendeur

R. 1452-2

Décret n°2019-1333 du 11 décembre 2019 - art. 36

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin](#)  [Juricaf](#)

La requête est faite, remise ou adressée au greffe du conseil de prud'hommes.

Elle comporte les mentions prescrites à peine de nullité à l'article 57 du code de procédure civile. En outre, elle contient un exposé sommaire des motifs de la demande et mentionne chacun des chefs de celle-ci. Elle est accompagnée des pièces que le demandeur souhaite invoquer à l'appui de ses prétentions. Ces pièces sont énumérées sur un bordereau qui lui est annexé.

La requête et le bordereau sont établis en autant d'exemplaires qu'il existe de défendeurs, outre l'exemplaire destiné à la juridiction.

R. 1452-3

Décret n°2016-660 du 20 mai 2016 - art. 8

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin](#)  [Juricaf](#)

Le greffe avise par tous moyens le demandeur des lieu, jour et heure de la séance du bureau de conciliation et d'orientation ou de l'audience lorsque le préalable de conciliation ne s'applique pas.

Cet avis par tous moyens invite le demandeur à adresser ses pièces au défendeur avant la séance ou l'audience précitée et indique qu'en cas de non-comparution sans motif légitime il pourra être statué en l'état des pièces et moyens contradictoirement communiqués par l'autre partie.

R. 1452-4

Décret n°2017-1008 du 10 mai 2017 - art. 2

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin](#)  [Juricaf](#)

A réception des exemplaires de la requête et du bordereau mentionnés au deuxième alinéa de l'article **R. 1452-2**, le greffe convoque le défendeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La convocation indique :

1° Les nom, profession et domicile du demandeur ;

2° Selon le cas, les lieu, jour et heure de la séance du bureau de conciliation et d'orientation ou de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée ;

3° Le fait que des décisions exécutoires à titre provisoire pourront, même en son absence, être prises contre lui et qu'en cas de non-comparution sans motif légitime il pourra être statué en l'état des pièces et moyens contradictoirement communiqués par l'autre partie.

La convocation invite le défendeur à déposer ou adresser au greffe les pièces qu'il entend produire et à les communiquer au demandeur.

Cette convocation reproduit les dispositions des articles **R. 1453-1** et **R. 1453-2** et, lorsque l'affaire relève du bureau de conciliation et d'orientation, celles des articles **R. 1454-10** et **R. 1454-12** à **R. 1454-18**.

Est joint à la convocation un exemplaire de la requête et du bordereau énumérant les pièces adressées par le demandeur.